

DÉLIBÉRATION

N° CC/FI/143-2022

Décision Modificative

N° 1 – Budget
principal.

Délégués :

En exercice	68
Présents :	56
Pouvoirs :	04
Voix totales :	60
Ne prend pas part au vote	00
Suffrages exprimés :	56
Pour	56
Contre :	00
Abstention :	00
Non votants :	04

Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le 04/10/2022

ID : 027-200066405-20220926-CC_FI_143_2022-DE

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-six septembre à dix-huit heures, les membres du conseil communautaire de la communauté de communes Roumois Seine, légalement convoqués, se sont réunis à la maison des associations, de BOURG-ACHARD, sous la présidence de Vincent MARTIN. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux conseillers communautaires le mardi 20 septembre 2022.

Étaient présents,

Richard APPERT, Béatrice AUBIN, Jean AUBOURG, Brigitte BARBETTE, Franck BERTIN, Jacques BINET, Sylvain BONENFANT, Yannick BOUDET, Franck BUCHER, Frédéric CARDON, Laurent DEBEERST, Didier DERLY, Michel DEZELLUS, Aline DONNET-MOUSSEUX, Jacques DORLÉANS, Gilbert DOUBET, Laurent DUCHATEAU, Maria DUFROY, Daniel DUVAL, Myriam FERLIN, Claude GENGE, Joël GRAINVILLE, Franck HAUDRECHY, Véronique HERVIEUX, Christine HOUEL, Annick LE MOIGNE, Dominique LEVASSEUR, Virginie LUST, Nelly MARINIER, Céline MAROUARD, Vincent MARTIN, Arnaud MAUPOINT, José MAURICE, Sandrine MENNITI, Damien MERCIER, Alain MICHALOT, William MIGNOT, Olivier MORIN, Charly NOËL, Michaël ONO DIT BIOT, Bertrand PECOT, Mélanie PETIT, Denis PIEDNOEL, Françoise PRUNIER, Mélanie RIOULT, Philippe ROMAIN, Régine SENINCK, Bruno SIX, Anne STAB, David TAURIN, Joël TEMPERTON, Damien THIEBAULT, Martine TIHY, Christine VAN-DUFFEL, Philippe VANHEULE, Maryannick VERDURE.

Pouvoirs :

Jérôme DEBUS donne pouvoir à Annick LE MOIGNE, Guylène FREVAL donne pouvoir à Jean AUBOURG, Josette SIMON donne pouvoir à Richard APPERT, Alain VIVIEN donne pouvoir à Charly NOËL.

Absents/excusés :

Bernadette BARAT, Cédric BROUT, Jean-Pierre DENIS, Véronique DUMINY, Bruno GERMAIN, Erick POISSON, Gwendoline PRESLES, Patrice ROMAIN.

Exposé des motifs valant note explicative de synthèse au sens de l'article L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Le budget primitif 2022 du budget principal de la Communauté de communes Roumois Seine, adopté le 28 mars dernier, nécessite plusieurs aménagements en section de fonctionnement comme en section d'investissement, lesquels sont intégrés au projet de décision modificative n°1 (DM n°1) faisant l'objet de la présente délibération.

L'équilibre général du projet de DM n°1 s'établit ainsi :

Envoyé en préfecture le 04/10/2022
 Reçu en préfecture le 04/10/2022
 Affiché le 04/10/2022
 ID : 027-200066405-20220926-CC_FL_143_2022-DE

	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT		
Opérations réelles	37 131,63 €	37 131,63 €
Opérations d'ordre		
Virement à la section d'investissement	0 €	0
Résultat de fonctionnement n-1 réporté		
Sous-total fonctionnement	37 131.63 €	37 131.63 €
INVESTISSEMENT		
Opérations réelles	0 €	0 €
Opérations d'ordre	0 €	0 €
Virement de la section de fonctionnement		
Résultat d'investissement n-1 réporté		
Restes à réaliser n-1		
Sous total Investissement	0 €	0 €
TOTAL GENERAL DM1 2022	0.00 €	0.00 €

Les principales inscriptions en sont détaillées ci-après.

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et recettes à + 37 131.63 €, soit une hausse de 0.12% des crédits totaux ouverts en 2022.

Les variations significatives sont exposées ci-dessous selon les chapitres impactés :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Dépenses de fonctionnement (en Euros)	BP 2022	Projet DM1 2022	Evolution (%)
Opérations réelles			
011 – Charges à caractères générales	5 262 240,08 €	- 100,00 €	0,00%
65 – Autres charges de gestion courante	5 189 173 €	5 700,00 €	0,11%
68 – Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0.00 €	31 531,63 €	
Total mouvements		37 131,63 €	

Chapitre 011 : charges à caractère général : -100 €

600 € sont ajoutés au 6281 pour l'adhésion au réseau francophone des « Villes amies des aînés » (cf délibération 69-2022), et 700 € sont transférés du 62888 au chapitre 65 pour le renouvellement des abonnements au logiciel Adobe stock pour le service communication.

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante : + 5 700 €

700 € sont transférés du 62888 au chapitre 65 pour le renouvellement des abonnements au logiciel Adobe stock pour le service communication.

5 000 € sont ajoutés à l'article 65738 dans le cadre de la subvention versée au FACECO pour le soutien à l'Ukraine (cf délibération 53-2022)

Chapitre 68 : Dotations aux dépréciations et aux provisions : + 31 531.63€

+ 31 531.63 € budgétés à l'article 6817 « Dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulants ». A la demande du Service de Gestion Comptable, il convient de constituer une provision pour risque et charges au vu de l'état des restes à recouvrer. La somme de 31 531.63 € correspond à 15 % des créances non recouvrées datées de plus de 2 ans

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Recettes de fonctionnement (en Euros)	BP 2022	Projet DM1 2022	Evolution (%)
Opérations réelles			
74- Dotations & subventions	3 066 138,50 €	3 000,00 €	0,10%
77- Produits Exceptionnels	10 000,00 €	34 131,63 €	341,32%
Total mouvements		37 131,63 €	

Chapitre 74 : dotations, subventions et participations : + 3 000 €

Un fonds d'appui a été accordé à la CCRS dans le cadre du programme « Villes amies des aînés pour un montant de 3 000 €. Cette recette sera enregistrée au 7478.

Chapitre 77 : dotations, subventions et participations : + 34 131.63 €

Afin de financer les provisions pour risques et charges évoqué ci-dessus, 34 131.63 € liés aux régularisations de charges rattachées sont ajoutés .

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 0 €.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement (en Euros)	BP 2022	Projet DM1 2022	Evolution (%)
Opérations réelles			
1068- Excédent capitalisé	- €	5 204,13 €	
16- Charges financières	955 356,55 €	-5 204,13 €	-0,54%
21- Immobilisations corporelles	1 933 395,20 €	3 590,00 €	0,19%
23- Immobilisations en cours	5 450 234,74 €	- 3 590,00 €	-0,07%
Total mouvements		- €	

Une somme de 5 204.13 € est transférée du chapitre 16 vers le 1068 afin de préparer le passage à la M57. En effet, il convient d'apurer le 1069 par une opération d'ordre semi-budgétaire.

4 270 € sont nécessaires pour assurer la mise en conformité de sécurité incendie sur le bâtiment enfance des Monts du Roumois. Ceux-ci sont ajoutés au 21568 par un transfert de crédits (680 € depuis le 2158 et 3 590 € depuis le 2313 chapitre 23)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-2, L.2311-1, L.2311-5 et R.2311-13,

Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu les instructions budgétaires M14, M4, M49 et M22 relatives aux opérations budgétaires et comptables des communes et de leurs établissements publics,

Vu les délibérations N° CC/DG/35-2020 et CC/DG/35-BIS-2020 du 15/07/2020, portant éléction du président de la Communauté de communes Roumois Seine ;

Vu les délibérations du 28 mars 2022, adoptant le budget primitif de l'exercice 2022 du budget principal et des budgets annexes de la Communauté de communes Roumois Seine,

Vu l'avis favorable de la commission des finances, en date du 19 septembre 2022,

Considérant la nécessité d'ajuster les crédits de l'exercice en cours,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

A l'unanimité des votants,

Non votants (Frédéric CARDON, Joël GRAINVILLE, Philippe ROMAIN, Alain VIVIEN par procuration)

➤ **DÉCIDE** d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice 2022 du budget principal de la Communauté de communes Roumois Seine, telle qu'exposée ci-avant, et conformément au document budgétaire joint en annexe à la présente délibération,

Envoyé en préfecture le 04/10/2022
Reçu en préfecture le 04/10/2022
Affiché le 04/10/2022
ID : 027-200066405-20220926-CC_FI_143_2022-DE

➤ **AUTORISE** le Président à procéder aux opérations et à signer au nom de la Communauté de communes toutes pièces relatives à la réalisation de cette affaire.

Mélanie RIOULT
Secrétaire de séance



Vincent MARTIN
Président,



Envoyé en préfecture le 04/10/2022

Reçu en préfecture le 04/10/2022

Affiché le 04/10/2022

ID : 027-200066405-20220926-CC_FL_143_2022-DE

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet :

- d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA) ;
- ou d'un recours gracieux et/ ou demande préalable auprès des services de la Communauté de Communes Roumois Seine. Ce recours gracieux et/ou demande préalable donnera lieu à un examen par les services de la Communauté de Communes Roumois Seine. L'interlocuteur sera Monsieur le Directeur des Affaires Juridiques de la Communauté de communes Roumois Seine, 666 rue Adolphe Coquelin, 27310 Bourg-Achard

Si le recours gracieux ou la demande préalable donne lieu à une décision explicite avant l'expiration d'un délai de deux mois, ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Ce recours pourra être assorti le cas échéant d'un référé suspension (article L.521-1 du CJA).

Si le recours gracieux ou la demande préalable ne donne pas lieu à une réponse, une décision implicite de rejet de celle-ci en résultera au terme d'un délai de deux mois à compter de la présente, et ladite décision pourra être attaquée dans un délai de deux mois sur le fondement d'un recours pour excès de pouvoir, à compter de sa notification devant le Tribunal Administratif de Rouen (53, Avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, Téléphone : 02 35 58 35 00, Télécopie : 02 35 58 35 03, Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr site : <http://rouen.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques/Acces-et-coordonnees>). Cette demande pourra être assortie le cas échéant d'un référé suspension (article L. 521-1 du CJA).

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du CJA, sauf les requérants qui usent de la faculté prévue par les lois spéciales de déposer leurs requêtes auprès des services du représentant de l'Etat ou de son délégué dans les arrondissements, les subdivisions ou les circonscriptions administratives, les personnes qui demeurent en Guadeloupe, Guyane, à la Martinique, à la Réunion, à Saint Barthélemy, à Saint-Martin, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les Iles Wallis-et-Futuna, en Nouvelle Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises et les personnes qui demeurent à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal administratif de Rouen.